



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-transition-necessaire>

A propos du projet Hunebelle

La transition nécessaire

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 797 - février 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 22 décembre 2008

Date de parution : février 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La liberté est un mot qui a fait le tour du Monde et

qui n'en est pas revenu.

Henri JEANSON

C'EST LE « LIBERALISME » QUI - PARTOUT DANS LE MONDE - A TRANSFORME LE CHOMAGE EN CATASTROPHE SANS PRECEDENT.

LE « LIBERALISME » est un vieux mythe qui sert depuis toujours à camoufler les plus odieuses combines du grand capitalisme. En effet, sa fameuse devise « Laisser faire, laisser passer » a trop souvent débouché en laxisme coupable et servi d'excuse à de regrettables abus, à d'innombrables scandales dont le désastre de l'Amoco Cadix (qui ne sera jamais indemnisé par les richissimes responsables), les polluants lavages en mer des cuves à mazout (toujours impunis parce que leurs auteurs naviguent sous « pavillons de complaisance »), et les somptueux « pots de vin » de Lockheed, ne sont que de maigres échantillons encore présents à toutes les mères.

Après ce rappel des tristes réalités je ne résiste pas au plaisir de vous citer une définition humoristique de cette sacro-sainte « Economie Libérale » parue en 1937 dans un hebdomadaire économique et politique dont j'étais Administrateur et qui me paraît tout à fait actuelle :

- « Le Libéralisme Economique est la liberté donnée à n'importe qui, de faire n'importe quoi avec de l'argent (qui bien souvent ne lui appartient pas) pour réaliser dans le minimum de temps, avec le moins de mal, le maximum de profits, presque toujours au détriment des autres - en restant dans une limite d'illégalité (tolérée) ou de fraude (bien camouflée) afin d'éviter tout ennui sérieux - et sans se soucier des conséquences morales, sociales et humaines qui en résultent. »

N'est-il pas opportun de rappeler ici que V.G.E. en nous quittant a déclaré bien haut :

- « S'il ne reste en France qu'un seul partisan du Libéralisme, ce sera moi ! »

et que le Président Reagan proclamait à la T.V. américaine :

- « C'est le Libéralisme Economique qui sauvera l'Amérique ! »

Ne lui jetons pas la pierre puisqu'il vient de convenir publiquement que son fameux « sauvetage » ressemble bien à un « naufrage ».

Ceci dit, il faut reconnaître qu'en période de rareté, après des désastres comme le dernier conflit mondial, le Libéralisme se révèle comme le régime le plus efficace car il suscite, mieux que tout autre, l'initiative individuelle. Mais son influence qui est grande (car il a toujours derrière lui les plus grosses puissances d'argent) se manifeste toujours en faveur des Chefs d'entreprises et, en ce qui concerne le chômage, la solution qu'il a inspirée est tout à leur avantage.

Pour nous en convaincre, examinons-la d'assez près et démontons-en les rouages :

C'est le Libéralisme, en effet, qui a permis aux employeurs de réaliser d'énormes bénéfices en faisant travailler (à plein) toute la main d'oeuvre disponible, à l'époque où le machinisme n'avait pas encore donné un coefficient de productivité très élevé à chaque ouvrier.

C'est encore le Libéralisme qui a permis à ces mêmes employeurs d'investir une partie des bénéfices réalisés - grâce à leur « association de fait » avec leur main d'oeuvre - en achat de machines plus modernes, faisant davantage de travail avec beaucoup moins de salariés, donc finalement de gagner beaucoup plus.

C'est toujours et encore le « libéralisme » qui a permis aux employeurs de renvoyer (sans scrupules) ceux

dont le travail a contribué à édifier leur fortune et leur a fait gagner cet argent qu'ils viennent d'investir en machines. Ils n'ont pas le moindre souci de se faire pour ceux qu'ils rejettent tout bonnement sur le pavé comme un « trop-plein » devenu encombrant. Ils comptent sur un « Service National de Poubelles » pour les recueillir et s'en occuper. Ainsi ceux qu'ils évacuent comme des déchets ne seront plus du tout leur charge mais celle de la « collectivité » du pays (c'est-à-dire vous et moi !).

Qu'a-t-elle donc fait au bon Dieu cette malheureuse collectivité qui était jusque-là tout fait en dehors du coup, pour qu'on la pénalise de toutes les conséquences néfastes d'une décision, arbitraire mais lâgale, qu'un patron vient de prendre, alors que ce renvoi et l'utilisation des nouvelles machines (produisant davantage, à un prix de revient plus bas, avec moins de main d'oeuvre) ne profite qu'à lui. Qui se mettra demain davantage de bénéfices dans la poche ?

- L'employeur.

Qui paiera tous les frais de cette opération ?

- La collectivité, c'est-à-dire l'Etat... qui sera dans l'obligation pour équilibrer son budget de répercuter cela sur les contribuables, c'est-à-dire « vous et moi ».

C'est donc finalement vous et moi qui payons pour permettre à un industriel de gagner davantage. Celui qui a mis au point ce « tour de passe-passe » n'est pas tombé de la dernière pluie. C'est un recours de plus des employeurs à l'Etat-Providence dont ils obtiennent ainsi une subvention déguisée.

Mais les exigences de l'Economie Libérale ne s'arrêtent pas là. Elle a obtenu de tous les Gouvernements Libéraux qui se sont succédés au pouvoir pendant si longtemps, qu'ils imposent à ces « interdit-de-travail » à vie, pour avoir droit à l'indemnité vitale qu'ils iront mendier aux caisses de l'Etat, chaque mois. Le fait d'imposer cet « interdit » aux chômeurs revient à leur faire verser chez les Chefs d'entreprises une inquiétude latente :

- « Si on leur laissait faire quoi que ce soit de leurs dix doigts et de leur intelligence, cela pourrait peut-être un jour devenir inquiétant. »

« N'est-il pas préférable qu'ils restent, pour toutes les années qu'ils ont encore à vivre, à organiser entre eux de petits loisirs de misère ? On doit les contraindre à rester passivement dans cette situation sans issue. Il ne tient qu'à eux de voir la vie en rose, en limitant leurs ambitions... car il faut à tout prix éviter que l'envie leur vienne un jour d'améliorer leur sort, de s'organiser pour retravailler et produire... et de se mettre à vendre des biens de consommation concurrentiels sur un marché devenu déjà difficile. »

« Et même, sait-on jamais, s'il leur prenait un jour l'extravagante fantaisie - puisqu'on les a exclus de la grande communauté générale actuelle - d'organiser leur petite communauté sur des bases nouvelles, sur des principes économiques nouveaux, compatibles avec la production abondante du machinisme... Osons-nous ? »

Mais ces hypothèses-là étaient à l'origine purement théoriques car avec les Gouvernements Libéraux au pouvoir, il n'y avait rien à craindre.

Si j'ai fait ici l'analyse un peu longue de cette situation, c'est qu'elle aidera sans doute à mieux comprendre des conclusions auxquelles j'arrive un peu plus loin.

Mais regardons d'un peu plus près le comportement des Gouvernements Libéraux vis-à-vis des Chefs d'Entreprises. En leur consentant les énormes avantages que nous avons énumérés, les représentants de l'Etat ont-ils été dupes ? Bien au contraire, ils ont toujours été « complices », car ils étaient beaucoup plus amis avec les Chefs d'Entreprises qu'avec les ouvriers... et il faut toujours faire plaisir aux amis, c'est bien connu ! Et puis, on a quelquefois besoin d'eux pour le financement de périodes électorales... et il est toujours préférable d'être « bien » avec leur Presse qui est très puissante (elle en fait souvent la démonstration !).

Cependant les gouvernements libéraux ont jugé plus prudent, pour gérer l'opinion et l'opposition d'alors, de mettre bien en évidence des excuses apparemment valables pour camoufler cette complicité, et la Grande Presse du Patronat dont nous venons de parler, les y a aidés de son mieux.

Alors, on nous a fait un vigoureux « bourrage de crâne » :

- « Ne vous plaignez pas que les entreprises soient prospères. Elles deviennent ainsi mondialement

La transition nécessaire

compétitives. Cela assure de confortables bénéfices à leurs propriétaires et c'est très favorable pour la « Balance Commerciale » de la France. » Et l'on nous a chanté, comme de beaux refrains charmeurs, de belles formules trompeuses pour tenter de justifier l'attitude du Pouvoir favorisant outrageusement les entreprises, contre les intérêts des particuliers et des consommateurs - « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui feront les emplois d'après-demain. » Mais cet après-demain n'arrivera jamais car il y a longtemps que la seule raison d'être de leurs investissements est, pour les entreprises, de placer dans des machines l'argent qu'elles ne donneront plus à leur main d'œuvre congédiée, ce qui leur permet de gagner bien davantage puisque l'heure d'utilisation de la machine (entretien et amortissement compris) coûte cinq à six fois moins cher que celle de la main d'œuvre nombreuse qu'elle remplace, et que toute cette main d'œuvre excédentaire congédiée est prise en charge par l'Etat.

Malheureusement, cette subtile combinaison qui fait supporter par l'Etat, c'est-à-dire par vous et par moi, tout ce que coûtent les châteaux princiers et à venir - pour permettre aux Chefs d'entreprises de gagner davantage - est tellement ruineuse que nous n'allons plus parvenir à nous en sortir. Et, pour conclure cette première partie de mon exposé, j'espère vous avoir clairement démontré que :

C'est le Libéralisme qui, par ses exigences, nous a conduit - avec la complicité des Gouvernements Libéraux - à la situation très grave où nous nous débattons aujourd'hui.

Que cela ait été si bien et si longtemps camouflé, pour éviter un scandale, par tous les gouvernements libéraux complices qui se sont succédés au pouvoir avec une rare constance, on le conçoit aisément. Mais pourquoi notre Gouvernement Socialiste n'a-t-il jamais formulé à ce sujet la plus timide observation ? Il aurait dû au moins exposer, aussi clairement que je me suis efforcé de le faire la rouerie du système en place et ses conséquences néfastes et ruineuses pour l'Etat et l'ensemble des Français. Il aurait dû dénoncer les tripatouillages complices des Gouvernements Libéraux qui l'ont précipité, qui portent, de ce fait, avec le « Patronat » ; toute la responsabilité de la gravité sans précédent de la situation actuelle. Cela aurait sans doute incité ce Patronat, l'opposition, et leur fameuse Presse à un peu plus de décence... et même, sans doute, à adopter pour l'avenir une attitude beaucoup plus prudente.

Cette situation est un vrai scandale !... soit, mais notre propos n'est pas de nous en indigner. Nous pensons plus utile et concret d'exposer ce qui peut encore être tenté efficacement pour nous sortir du pétrin.